



Urgence vitale à la DGFIP

Le 9 décembre prochain se tiendra à la Direction générale des finances Publiques un comité technique de réseau qui devra entériner les 1800 suppressions d'emplois prévues dans la loi de finances 2021, contre l'avis unanime des organisations syndicales représentatives. Ce seront ainsi 21 906 emplois supprimés à la DGFIP depuis 2011 !

Alors que la France traverse une crise sanitaire inédite aux conséquences économiques et sociales lourdes, ce gouvernement poursuit par ses choix budgétaires l'affaiblissement du service public.

La poursuite des réformes engagées, Nouveau Réseau de Proximité et relocalisation, la mise en œuvre du contrat d'objectifs et de moyens associés à une baisse des moyens ne sont plus supportables à la fois pour les différents usagers dont les acteurs économiques les plus fragilisés dans la période mais aussi pour les personnels insatisfaits de la qualité des missions rendues. Ces réformes associées aux suppressions d'emplois ne font qu'affaiblir et éloigner le service public alors que la population en exprime un besoin croissant.

Pour tenter de faire face aux effets économiques et sociaux de la crise sanitaire, le gouvernement a mis en place des dispositifs d'aides pour les entreprises dont la gestion et l'attribution du fond national de Solidarité. Le Directeur Général a répondu positivement à cette commande politique, normalement temporaire, en mettant en avant la capacité d'adaptation et d'appropriation du collectif DGFIP.

Si ces qualités sont réelles au niveau des personnels, il semble que notre administration se heurte à un manque de moyens criant au regard du nombre de sollicitations en constante augmentation. Pour les syndicats des finances publiques, la DGFIP démontre une nouvelle fois son positionnement au cœur du fonctionnement de l'État.

Les syndicats Solidaires, CGT, FO et CFDT/CFTC des finances publiques exigent l'abandon des restructurations et le renforcement en moyens humains et budgétaires pour permettre à la DGFIP de continuer à exercer ses missions de service public de proximité. Après la suppression de plus de 40 000 emplois depuis sa création, il s'agit désormais d'une urgence vitale pour la DGFIP pour la capacité de l'État à maîtriser l'avenir et donc pour nos concitoyens. **Aucun État ne peut prétendre préserver ses moyens d'action sans une administration fiscale, économique et financière forte dotée des moyens nécessaires.**